

8 Juin 2010



European Network Against Racism
Réseau européen contre le racisme
Europäisches Netz gegen Rassismus

ENAR invite la Présidence belge de l'Union européenne à prendre 9 mesures durant son mandat

En faveur d'une Europe fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine,
de liberté, de démocratie, d'égalité et de respect des droits de l'homme, ...
dont les *droits des personnes appartenant à des minorités*

Le Réseau européen contre le racisme (ENAR) se réjouit de la venue de la prochaine présidence belge de l'Union européenne. La période durant laquelle la présidence belge prendra son mandat est cruciale, alors que l'Europe se trouve confrontée à des défis majeurs, dont un taux élevé de chômage, la pauvreté, l'inégalité et la discrimination. Dans ce contexte, les discussions sur l'avenir du modèle social européen sont tendues et ardues et il est impératif qu'une analyse purement économique ne vienne saper les valeurs mêmes de l'Union. **La présidence belge aura l'occasion de veiller à ce que la stratégie Europe 2020 puisse offrir effectivement une croissance inclusive et garantir une existence exempte de discrimination et un respect des droits fondamentaux pour tous.**

Le dernier rapport alternatif d'ENAR sur le racisme en Europe souligne que le racisme reste un problème profondément enraciné au sein de l'UE et qu'avec l'insécurité croissante ressentie par le grand public face à son avenir, le racisme risque fort de s'exacerber au cours des prochaines années. Dans ce contexte, ENAR ressent un vif sentiment d'inquiétude au vu des progrès réalisés par l'extrême droite dans un grand nombre d'Etats membres de l'UE. Comme l'entrée en vigueur du **Traité de Lisbonne** offre un certain nombre de nouveaux mécanismes et des possibilités accrues pour lutter contre le racisme et la xénophobie, **ENAR demande instamment à la présidence belge d'assurer sa mise en œuvre complète afin de maximaliser son impact sur les droits fondamentaux et la lutte contre le racisme.**

Il est crucial de recourir à une approche holistique pour répondre aux défis que représente la création d'une Europe plus juste, où l'égalité soit une réalité et où les droits de tous soient totalement reconnus, respectés et réalisés, sans discrimination. ENAR est convaincu que la présidence belge conduira cette présidence européenne comme il se doit pour y intégrer cette vision.

9 actions qui permettront à la présidence belge de contribuer à l'édification d'une Europe équitable pour tous...

1. **Prendre l'initiative pour assurer l'adoption d'une nouvelle directive sur l'égalité qui comble les lacunes que connaît le cadre juridique en matière d'antidiscrimination.** Il est crucial de maintenir la volonté politique d'adoption d'une directive qui s'inscrive en cohérence avec la directive sur l'égalité raciale. ENAR recommande plus particulièrement que la discrimination multiple soit prévue, que les "exceptions généralisées" soient évitées et que l'action positive soit reconnue comme outil essentiel pour assurer le droit à l'égalité.
2. **Exiger une totale conformité avec les directives sur l'égalité existantes dans tous les Etats membres.** Les directives relatives à l'égalité raciale et à l'égalité dans l'emploi (2000/43 et 2000/78) ont eu un impact significatif sur le paysage de l'antidiscrimination en Europe. Néanmoins, la qualité de leur transposition et de leur mise en œuvre reste problématique dans la plupart des Etats membres et la pression de la présidence pourrait servir à assurer la mise en œuvre de la législation européenne.
3. **Développer des stratégies dans le cadre de la nouvelle Stratégie européenne pour l'emploi afin de traiter les problèmes et défis que pose une meilleure participation des migrants et des minorités ethniques sur le marché du travail.** ENAR recommande plus particulièrement la désagrégation des objectifs et indicateurs concernés en fonction des critères liés à la question migratoire, et l'utilisation effective des données qui sont déjà disponibles. Les lignes directrices intégrées sur l'emploi de l'Union européenne devraient prendre en compte les obstacles spécifiques rencontrés par les migrants et les minorités ethniques et religieuses et proposer des stratégies permettant de les surmonter. En outre, les questions de l'entrepreneuriat ethnique, des migrants sans-papiers dans l'économie non officielle, et la nécessité d'une réduction du décrochage scolaire devraient être prioritaires. Les Etats membres devraient être encouragés à collecter des données en vue de pouvoir suivre la situation des migrants et des minorités ethniques et religieuses.
4. **Garantir l'adoption d'outils efficaces afin de renforcer le Pilier social de la stratégie 2020 de l'UE.** L'objectif de croissance inclusive fixé par la stratégie Europe 2020 devrait être soutenu par de puissants mécanismes de mise en œuvre. Une plateforme efficace de lutte contre la pauvreté devrait être créée en vue de renforcer la MOC sociale et de traiter les réalités sociales actuelles en étroite collaboration avec la société civile. ENAR invite instamment la présidence belge à s'assurer que la réflexion menée sur la mise en place d'objectifs chiffrés et d'indicateurs puisse se poursuivre et qu'elle traite des obstacles qui entravent le bien-être des minorités ethniques et religieuses, y compris des migrants, au sein de l'UE. ENAR recommande plus particulièrement d'inclure les migrants et les minorités ethniques et religieuses dans les Plans d'action nationaux sur l'inclusion sociale en tant que groupe cible spécifique, de s'assurer que les objectifs soient désagrégés dans la mesure du possible afin d'examiner la situation spécifique des migrants et des minorités ethniques et religieuses, et de prendre en considération un certain nombre de sources de données pouvant fournir une meilleure compréhension de leur situation.

5. **Garantir un héritage politique fort de l'Année européenne 2010 de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, englobant tous les aspects de cette question.** Cet héritage devrait inclure une sensibilisation à la situation des minorités ethniques et religieuses défavorisées et des migrants qui vivent dans la pauvreté et l'exclusion sociale, ainsi que la réaffirmation du fait que la pauvreté et l'exclusion sociale sont également provoquées par la discrimination et des inégalités structurelles, en particulier dans les domaines de l'emploi, de l'éducation et du logement. Traiter de l'impact du statut juridique sur les situations d'exclusion devrait avoir valeur de priorité, en particulier dans le cas des migrants, des réfugiés/demandeurs d'asile et des Roms, des Gens du voyage et des Sinti, qui sont plus susceptibles d'être victimes de discriminations multiples.
6. **Renforcer le processus de la Plateforme européenne pour l'insertion des Roms afin d'obtenir de véritables résultats politiques qui puissent conduire au développement d'une Stratégie-cadre pour l'insertion des Roms ambitieuse et complète.** ENAR est convaincu que les sentiments croissants d'antitsiganisme et d'hostilité à l'égard des Roms en Europe devraient figurer parmi les sujets de préoccupation clés de la Plateforme dans la mesure où ces éléments sont révélateurs des niveaux de discrimination et d'exclusion auxquels doivent encore faire face les Roms. Par conséquent, toutes les formes d'agressions, de meurtres et de brutalités perpétrés contre les Roms par des groupes ou même des Etats devraient être systématiquement condamnées par la Plateforme elle-même et par la présidence de l'UE.
7. **Ouvrir la voie de négociations visant une nouvelle stratégie européenne pour l'intégration qui soit fondée sur les principes des droits de l'homme et de l'égalité et qui assure la promotion de valeurs, de conceptions et de principes positifs sur la migration.** Une attention toute particulière devrait être consacrée au développement de liens entre l'antidiscrimination, l'intégration et l'inclusion sociale afin de garantir l'élaboration d'une politique cohérente à tous les niveaux.
8. **Prendre l'initiative afin d'avancer vers l'obtention d'un accord sur la directive-cadre relative aux droits socio-économiques fondamentaux de tous les travailleurs de pays tiers.** ENAR invite instamment la présidence belge à adopter des mesures permettant de traiter les manquements qui grèvent le champ d'application de la directive proposée. Elle devrait également veiller à ce que les politiques européennes d'immigration et d'asile respectent toutes les normes et tous les instruments internationaux qui concernent les droits de l'homme et prennent des mesures positives afin d'assurer aux ressortissants de pays tiers une égalité dans l'accès aux droits fondamentaux et une jouissance effective de ceux-ci.
9. **Jouer un rôle de leadership dans la promotion de la ratification par tous les Etats membres de l'Union européenne de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leurs familles (CITM)**

Plus de détails concernant ces demandes sont disponibles dans le Mémoire d'ENAR à l'attention du Trio des Présidences publié en février 2010.

ENAR, le Réseau européen contre le racisme, comprend quelque 700 ONG européennes œuvrant pour lutter contre le racisme dans tous les Etats membres de l'Union européenne. ENAR est fermement résolu à lutter contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, à promouvoir l'égalité de traitement entre citoyens de l'UE et ressortissants de pays tiers et à assurer la liaison entre les initiatives locales/régionales/nationales et celles de l'Union européenne.